

Depuis des mois, nous sommes mobilisés contre le projet de l'A.R.S mis en œuvre par la direction de l'hôpital qui porte l'arrêt du SMUR blanc et les suppressions des 5 postes d'ambulanciers. C'est dans cette stratégie de démantèlement que les 5 agents du SMUR ont reçu le vendredi 12 janvier 2018 pour le mardi 16 janvier (à peine un jour ouvrable de délai !!!) leur convocation pour une proposition de reclassement, avec une prise d'effet au 1er février (18 jours pour un changement imposé et radical de vie professionnelle).

Contre ce projet, nous avons une nouvelle fois mis en garde la direction sur les conséquences de telles décisions qui impacteront la qualité de prise en charge des Arlésiens et plus largement sur l'ensemble des restructurations de l'hôpital (prévues à court terme) qui remettent en cause notre hôpital pluridisciplinaire de proximité et menacent nos missions et nos emplois.

Ne voulant rien entendre sur les réelles différences de missions entre le SDIS et le SMUR blanc et sans se préoccuper du devenir professionnel des 5 agents, la direction, avec l'A.R.S, maintient sa position « coûte que coûte » et impose aux agents concernés une reconversion forcée dans d'autres métiers, sans choix, ne prenant nullement en compte leur expérience professionnelle actuelle. Cela entraîne une perte substantielle de salaire net (jusqu'à 300 euros !!!), une modification de la vie privée des agents et de leur rythme de vie.

Nous le réaffirmons nous ne laisserons pas la prise en soins des usagers être remise en cause, dans l'ensemble du Nord du Département et dans la commune de France la plus étendue géographiquement. Pour cela nous devons poursuivre et amplifier la mobilisation avec les personnels hospitaliers et les usagers de l'hôpital public de proximité, nous continuerons à exiger le maintien de l'organisation et le fonctionnement du smur blanc avec ses 5 ambulanciers.

Nous voulons des moyens pour l'Hôpital public avec le budget nécessaire à un fonctionnement qui réponde aux besoins sociaux et sanitaires de la population de la plus grande commune de France, aux besoins des

personnels, au respect de leurs droits statutaires, aux besoins criant d'emplois dans les hôpitaux.

Et nos camarades de la pénitentiaire qui depuis des jours mènent une lutte exemplaire sur l'état des prisons et le besoin de libérer des moyens pour leur fonctionnement. La légitime colère exprimée par le personnel pénitentiaire, et à laquelle nous réaffirmons tout notre soutien porte sur un ensemble de revendications qui, si elles étaient entendues, amélioreraient notablement les conditions de vie et de travail des agents.

Et nos camarades des bureaux de poste du nord du département, en grève ce matin, pour défendre les emplois et maintenir un service public répondant aux besoins des usagers. Ils se battent contre la fermeture de 5 bureaux de poste.

Maintenir et développer les services publics de proximité est un enjeu majeur pour tous les usagers du Pays d'Arles.

C'est aussi dans les sous-préfectures, à la CAF, à la Sécu, aux Finances Publiques, à la Poste, à la SNCF, à EDF et GDF, dans les services des collectivités territoriales, dans l'éducation nationale... des suppressions d'emplois, et la marchandisation des services. E

Enfin des usagers qui n'ont plus accès aux services publics qui leurs sont dus.

Et le programme action publique 2022 lancé par le gouvernement, veut aller très vite et très loin avec un vaste plan contre tous les services publics.

Le quotidien pour les salariés, retraités, privés d'emplois, jeunes c'est l'austérité budgétaire et salariale, la casse de l'emploi privé et public, la destruction de nos industries et de nos Services Publics, l'attaque généralisée contre nos droits et garanties collectives, la remise en cause du droit à la formation, de l'assurance chômage. Ces choix politiques au service du patronat font augmenter le chômage, réduisent nos capacités de production, menacent l'indépendance de notre

pays, livrent les Services Publics à l'appétit des marchés financiers et détruisent notre système de Sécurité Sociale.

**RIEN NE JUSTIFIE CES RÉGRESSIONS SOCIALES !**

Combien de temps encore devons-nous supporter les milliards pour quelques-uns au détriment de la réponse aux besoins de tous ?

**RIEN N'EST INÉLUCTABLE !**

**ENSEMBLE, MOBILISÉS, NOUS POUVONS IMPOSER D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ !**

Nous devons poursuivre et amplifier la mobilisation.

**Nous vous donnons rendez-vous dès à présent le 22 février 2018 à Marseille à 10h30 au vieux port.**

**N'oublions pas ce que disait Ambroise Croizat, bâtisseur de la sécurité sociale « ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquis sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais »**

**Alors redisons-le !!!!**

**TOUTES LES CONQUÊTES SOCIALES ONT ÉTÉ GAGNÉES PAR LA LUTTE,**

**Nous ne lâcherons rien**